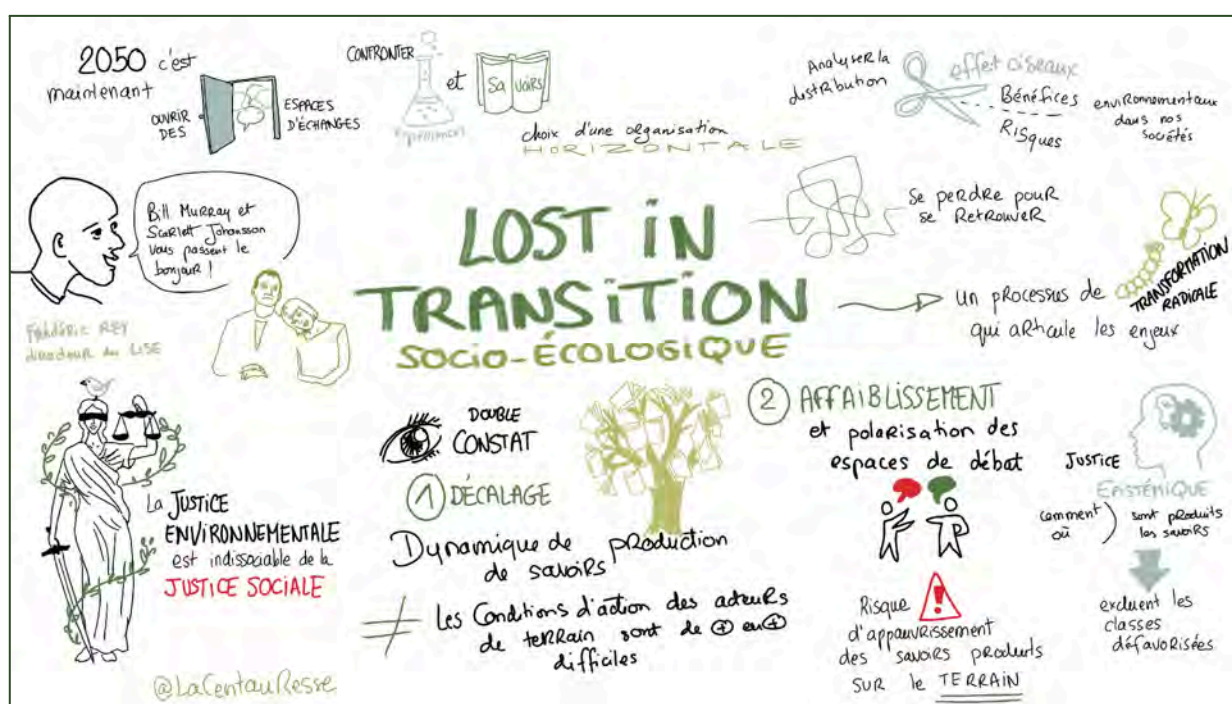


LOST IN TRANSITION SOCIO-ÉCOLOGIQUE ?

LIVRET DE RESTITUTION



Extrait d'une planche de facilitation graphique, Anaïs Bon (CENTAURÉE)

Rencontres estivales de partage de savoirs et d'expériences pour mieux cerner les enjeux de justice environnementale

le cnam

edlb⁺
L'école de la batterie



Conservatoire national des arts et métiers (Cnam)

292, rue St. Martin, 75003 Paris

Sommaire

› À propos de ce livret	3
› Comité d'organisation	4
› Remerciements	5
› Introduction	6
› Table ronde 1 — « Comprendre »	9
› Table ronde 2 — « (Ré)agir »	12
› Table ronde 3 — « Savoir »	17
› Table ronde 4 — « Transformer »	22
› Conclusion	26
› Exposition de posters de recherche	27
› Intervenantes et intervenants	28
› Documents ressources	29

À propos de ce livret

Ce livret constitue un résumé condensé des Rencontres estivales « Lost in transition socio-écologique ? », de partage de savoirs et d'expériences pour mieux cerner les enjeux de justice environnementale, tenues les 6 et 7 juillet 2026 au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam), Paris. Établi par le comité d'organisation, il n'engage que ce dernier.

Coordination éditoriale : comité d'organisation des Rencontres estivales (Sophie Aouizerate, Elisabetta Bucolo, Sabrina Cortes, Léa Eynaud, Magalie Saussey).

Rédaction à partir des enregistrements et de la transcription des échanges, avec le concours du laboratoire Lise/CNRS et du Cnam.

Illustrations : planches de facilitation graphique réalisées en direct par Anaïs Bon (CENTAURÉE), reproduites dans ce livret avec l'autorisation de leur autrice. Tous droits réservés.

ORGANISATION ET SOUTIEN

Ces Rencontres estivales ont été organisées au Cnam, avec le soutien financier de l'École de la Batterie dans le cadre de l'AMI « Compétences et métiers d'avenir » du programme France 2030.

Comité d'organisation

Sophie Aouizerate

Accompagnatrice et formatrice, Raisonances

Sophie Aouizerate accompagne les acteurs dans leur capacité à coopérer pour co-construire de l'action publique. Elle s'appuie notamment sur les principes du développement communautaire territorial et sur les pratiques du travail social. Au sein du comité d'organisation, elle a notamment été chargée de co-animer l'atelier d'ouverture des Rencontres avec Sabrina Cortes et a animé la table ronde « Transformer », qui a clos le parcours thématique des deux journées.

Elisabetta Bucolo

Sociologue, enseignante-chercheuse, Cnam, Lise/CNRS

Elisabetta Bucolo est sociologue et enseignante-chercheuse au Cnam, rattachée au laboratoire Lise/CNRS. Ses travaux portent sur les inégalités sociales, le fait associatif, l'économie solidaire et, plus récemment, sur les initiatives citoyennes de transition écologique et notamment sur la reconnaissance des savoirs écologiques des personnes en situation de précarité. Enseignante organisatrice de l'événement, elle est intervenue dans la table ronde « Savoir ». Elle a été chargée du pilotage du comité d'organisation.

Sabrina Cortes

Docteure en Sciences de l'éducation, CREF

Sabrina Cortes est docteure en Sciences de l'éducation, rattachée au Centre de recherche en éducation et formation (CREF). Elle a notamment été chargée d'animer la table ronde « Savoir » et a co-animé, avec Sophie Aouizerate, l'atelier d'ouverture des Rencontres estivales. Elle a participé à la coordination éditoriale de ce livret.

Léa Eynaud

Post-doctorante, Cnam, Lise/CNRS

Léa Eynaud est sociologue, post-doctorante au Cnam, rattachée au laboratoire Lise/CNRS. Elle a contribué à l'introduction générale des Rencontres, consacrée au positionnement du projet, et a animé la table ronde « (Ré)agir ».

Magalie Saussey

Socio-anthropologue, post-doctorante, Cnam, Lise/CNRS

Magalie Saussey est socio-anthropologue, post-doctorante au Cnam, rattachée au laboratoire Lise/CNRS. Elle a notamment été chargée d'animer la table ronde « Comprendre » et a présenté, lors de l'exposition de posters, un roman-photo ethnographique restituant une partie de son travail de recherche sur le handicap et l'écologie mené dans le cadre du projet « École de la Batterie » du Cnam. Elle développe aussi d'autres activités d'enseignement (à l'université et en EFTS) et de formation continue auprès de professionnel·le·s du social.

Remerciements

Le comité d'organisation adresse ses remerciements les plus chaleureux à l'ensemble des personnes qui ont rendu possibles ces Rencontres estivales. Nous remercions tout d'abord notre financeur, l'École de la Batterie dans le cadre de l'AMI « Compétences et métiers d'avenir » du programme France 2030. Nous remercions vivement les vingt et une intervenantes et intervenants qui ont accepté de partager leurs recherches, leurs pratiques et leurs expériences de terrain lors des quatre tables rondes « Comprendre », « (Ré)agir », « Savoir » et « Transformer ».

Nous adressons également nos remerciements à Frédéric Rey, directeur du Lise/CNRS, pour son mot d'ouverture, ainsi qu'à Florian Laboulais, Responsable des projets au Le Labo de l'ESS et Maryse Carmes, enseignante-chercheuse au Cnam, pour avoir accompagné la synthèse et la clôture de ces rencontres.

Nous remercions également Anaïs Bon (CENTAURÉE), facilitatrice graphique, dont les planches dessinées puis reproduites dans ce livret ont permis d'illustrer la richesse des échanges de ces deux journées.

Enfin, un grand merci aux participantes et participants qui ont nourri ces rencontres par leurs prises de parole en ateliers, lors des échanges aux différentes tables rondes, mais aussi par leur enthousiasme partagé.

Introduction par Elisabetta Bucolo

Ces Rencontres estivales sur les transitions socio-écologiques et la justice environnementale se sont tenues sous la forme de deux journées d'études structurées autour de quatre thématiques : comprendre, réagir, savoir et transformer.

« Se perdre dans la transition, c'est peut-être avant tout se perdre pour mieux se retrouver. »

La justice environnementale ne se réduit pas à une question de redistribution des risques, mais touche aussi à la reconnaissance des populations et à leur participation réelle aux décisions qui les concernent.

La notion d'injustice environnementale invite à analyser la manière dont les bénéfices et les risques environnementaux sont distribués, plutôt inégalement, au sein de nos sociétés. Elle met en évidence le fait que les populations déjà les plus fragilisées sur les plans social, économique ou territorial sont souvent celles qui sont les plus exposées aux nuisances et aux risques environnementaux, tout en disposant de moins de ressources pour y faire face — un « effet ciseau » qui vient s'imposer à elles. Mais, comme le montrent des théoriciens tels que David Schlosberg, la justice environnementale ne relève pas uniquement d'une question de redistribution : on rééquilibre les risques et les impacts, mais elle touche aussi à des questions de reconnaissance des populations et de participation réelle de toutes les personnes, notamment les plus vulnérables, à la prise de décision autour des politiques qui les concernent.

À mesure que les savoirs académiques se développent, de nombreux acteurs de terrain – associations, collectifs citoyens, travailleurs sociaux, collectivités – font face à des conditions d'action de plus en plus contraintes, qui les empêchent d'agir auprès des plus vulnérables pour faire face à ces injustices.

Les difficultés croissantes du monde associatif, la réduction de certaines sources de financement, les tensions autour des libertés associatives, ou encore les formes contemporaines de backlash écologique, interrogent ainsi les conditions matérielles de mise en œuvre de ces transformations écologiques à l'échelle des territoires.

Ces contraintes ne limitent pas seulement la capacité d'agir : elles affectent aussi les conditions de production de savoir, y compris des professionnels et professionnelles de l'intervention sociale. Lorsqu'une part importante des énergies est consacrée à assurer la pérennité des structures, à rechercher des financements, à répondre à des exigences administratives croissantes, le temps nécessaire à la réflexivité, à la formalisation des expériences et à leur mise en partage se trouve considérablement réduit. Il en résulte un risque d'appauvrissement des connaissances issues de l'expérience — des savoirs construits au plus près des réalités sociales et environnementales, pourtant indispensables pour penser des politiques publiques et une recherche adéquate pour comprendre les effets concrets des transformations en cours.

C'est à partir de ce double constat que sont nées ces rencontres : d'une part, le décalage croissant entre l'accumulation des connaissances expertes autour des enjeux écologiques et les conditions matérielles de leur mise en œuvre, qui peut conduire à des formes de sidération, d'épuisement, voire de mise à distance ; d'autre part, l'affaiblissement et la polarisation des espaces de débat collectif, alors même que les défis écologiques exigent davantage de dialogue, de confrontation des connaissances et des expériences, et de construction démocratique des réponses.

Le comité d'organisation a souhaité créer, à son échelle, un espace de dialogue entre différents savoirs, pour se demander collectivement quels savoirs sont entendus, quels acteurs sont légitimes pour définir les problèmes et les solutions, et quelles voix demeurent encore trop souvent invisibilisées dans les débats publics.

Le titre choisi pour ces rencontres, « *Lost in transition socio-écologique ? Rencontres estivales de partage de savoirs et d'expériences pour mieux cerner les enjeux de justice environnementale* », doit être compris dans cette perspective : il ne renvoie pas à l'idée d'une absence de connaissances ou de solutions — il en existe — mais à la difficulté de s'orienter dans un paysage où se multiplient simultanément diagnostics, injonctions à agir, expérimentations, controverses et contradictions. Il renvoie aussi aux multiples résistances — économiques, politiques, institutionnelles, culturelles — qui entravent des transformations pourtant nécessaires, ainsi qu'aux rapports de pouvoir qui contribuent à ralentir, détourner, voire empêcher l'émergence de changements plus justes sur les plans social et environnemental.

Ces rencontres portent néanmoins l'espoir d'une transition socio-écologique entendue non comme une simple évolution des comportements individuels ou des adaptations sociotechniques, mais comme un processus de transformation plus radical des modes de production, de consommation, d'organisation collective et des politiques publiques — une transformation qui articule enjeux écologiques, justice sociale et participation démocratique. Se perdre dans la transition, c'est peut-être avant tout se perdre pour mieux se retrouver et mieux construire, ensemble, des solutions.

Les quatre tables rondes qui structurent ces journées constituent autant de portes d'entrée dans cette réflexion collective : « Comprendre » les concepts et les débats publics ; « (Ré)agir », c'est-à-dire examiner les pratiques et les formes d'action possibles ; « Savoir », pour interroger les processus de production de savoirs ; et enfin « Transformer », pour regarder les transformations en cours et à venir.

Au-delà des interventions elles-mêmes, une large place a été accordée aux récits des participantes et participants, dans des ateliers alternant avec les tables rondes, afin de permettre une mise en discussion et une confrontation d'expériences, car ces rencontres ont précisément pour ambition de croiser les regards, les expériences et les savoirs. C'est dans cette circulation entre savoirs scientifiques, professionnels, militants et expérientiels que se situe l'objectif de ces rencontres.



Léa Eynaud,
Post-doctorante,
Cnam, Lise/CNRS

Elisabetta Bucolo,
Sociologue,
enseignante-chercheuse
au Cnam, Lise/CNRS

Sabrina Cortes,
Docteure en
Sciences de
l'éducation, CREF



ACCUEIL ET INSCRIPTION DES RENCONTRES ESTIVALES

MOTS D'OUVERTURE ET ATELIER D'OUVERTURE DES RENCONTRES ESTIVALES



Frédéric Rey, Directeur
du Lise/CNRS



Elisabetta Bucolo



Sophie Aouizerate,
Accompagnatrice et formatrice,
Raisonnances

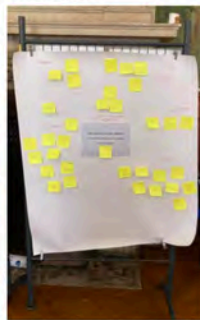
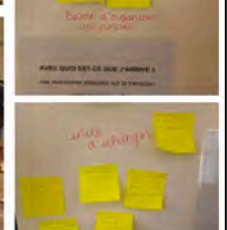
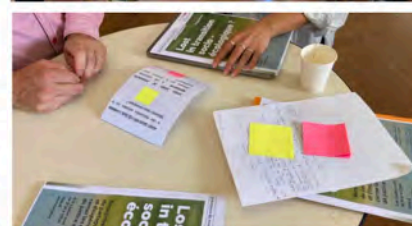


Table ronde 1 — « Comprendre »

Pour démarrer ces journées, le comité d'organisation propose un premier temps en plénière afin d'éclairer les débats actuels autour de la notion de justice environnementale et de la transition juste. En croisant leurs regards à différentes échelles, les intervenant-e-s explicitent les principaux enjeux théoriques et nourrissent leur propos de nombreux exemples de terrain.

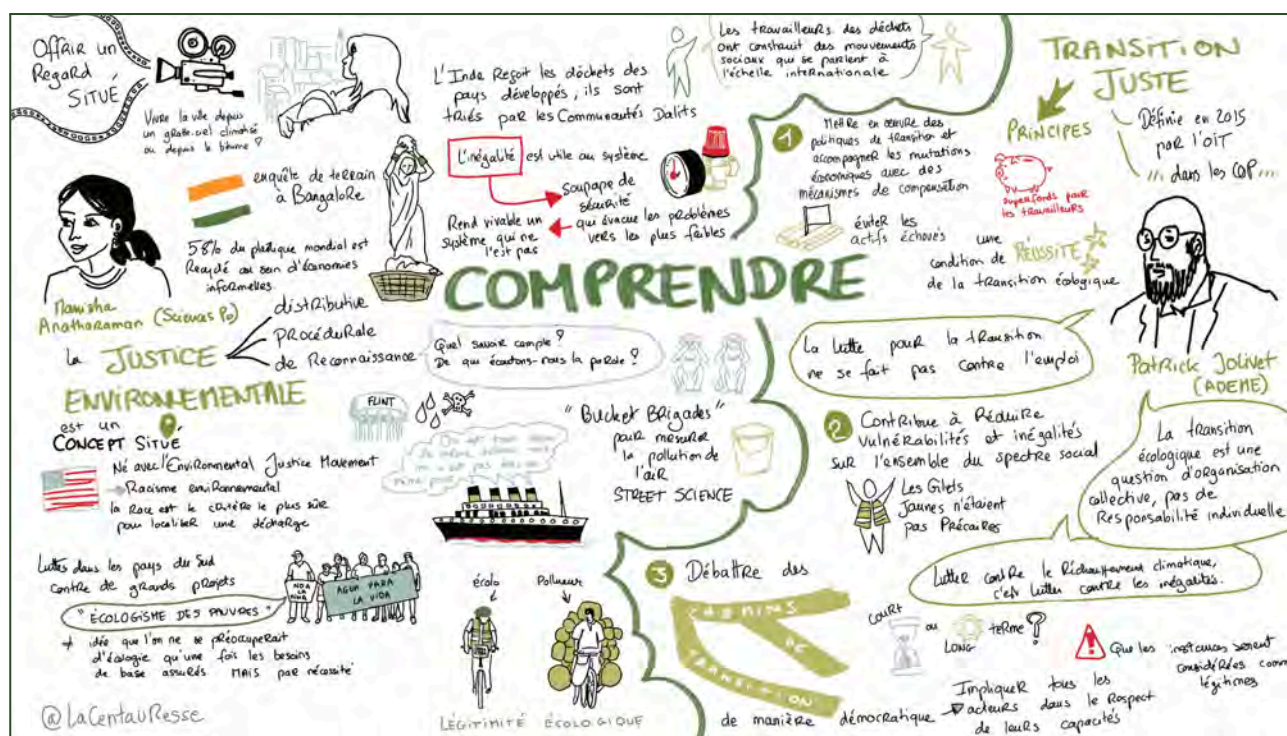


Figure 1 — « Comprendre »

Planche de facilitation graphique © Anaïs Bon, CENTAURÉE — reproduite avec l'autorisation de l'autrice.

Manisha Anantharaman

Maîtresse de conférences, HDR, Sciences Po, Paris (CSO)

Manisha Anantharaman ouvre son intervention en proposant de définir la justice environnementale à partir de l'image d'une femme triant des déchets dans les rues de Bangalore, ville où elle mène des recherches depuis plus de dix ans. Elle rappelle que 58 % du plastique recyclé dans le monde passe par l'économie informelle, soulignant l'invisibilité du travail de ces personnes dans les discours sur la transition écologique.

58 % du plastique recyclé dans le monde passe par l'économie informelle.

Elle retrace l'histoire du concept de justice environnementale, né aux États-Unis dans les années 1980, lorsque des communautés noires américaines ont constaté que les décharges et usines polluantes se concentraient dans leurs quartiers, donnant ainsi naissance au terme de « racisme environnemental » et à l'expression « justice environnementale ».

Le rapport de 1987 « Toxic Wastes and Race in the United States » confirme ce constat en montrant que les populations racisées sont les plus affectées par l'injustice environnementale.

Elle distingue trois dimensions de la justice environnementale : la justice distributive (qui subit le plus, qui profite des bénéfices environnementaux), la justice procédurale (qui décide, qui est consulté) et la justice de reconnaissance (quelle parole compte, quel savoir est légitime). Elle illustre la justice de reconnaissance par l'exemple de Flint, dans le Michigan, où une communauté majoritairement noire et pauvre a signalé une contamination au plomb de l'eau du robinet, mais n'a pas été écoutée par le gouvernement avant que des scientifiques de l'université du Michigan confirment leurs observations.

Elle présente ensuite le concept d'« écologisme des pauvres » (environmentalism of the poor), développé par Joan Martínez-Alier et Ramachandra Guha, qui renverse la thèse post-matérialiste de Ronald Inglehart selon laquelle l'écologie serait une valeur des classes aisées. Elle insiste sur le fait que la justice environnementale est un concept situé, qui prend des formes différentes selon les contextes géographiques et historiques.

À partir de ses recherches sur les travailleurs de l'économie informelle du recyclage à Bangalore, objet de son livre « Recycling Class », elle montre que l'inégalité n'est pas un accident du système mais une condition de son fonctionnement, agissant comme une « soupape de sécurité » qui absorbe l'excès de consommation des classes aisées. Elle aborde également la question de la légitimité écologique, en citant la géographe Laura Pulido, à travers l'exemple des cyclistes à Bangalore : les cyclistes de classe moyenne sont félicités comme écologistes, tandis que les cyclistes pauvres, qui roulent par nécessité, ne reçoivent pas ce titre — alors que ce sont les ménages aisés qui produisent le plus de déchets. Elle conclut en appelant à construire une transition fondée sur une vulnérabilité partagée et des interdépendances concrètes, et non sur un « nous » abstrait et indifférencié.

Patrick Jolivet

Responsable Transition juste, ADEME

Patrick Jolivet présente le concept de transition juste comme une politique permettant d'atteindre les objectifs environnementaux en prenant en compte les enjeux liés à l'emploi, aux inégalités et vulnérabilités et à la gouvernance démocratique. Il rappelle que le terme a explosé dans le débat public français depuis 2018-2019, notamment avec le mouvement des Gilets jaunes, mais qu'il existait auparavant dans des textes internationaux : les principes directeurs de l'OIT (2015), le préambule de l'Accord de Paris (COP21), la déclaration de Katowice (COP24, 2018) et le mécanisme décidé lors de la COP de Belém.

Il structure la transition juste autour de trois principes : accompagner les mutations d'activité et d'emploi, en s'inspirant du syndicaliste américain Tony Mazzocchi qui appelait dans les années 1990 à un « super fonds » pour les travailleurs des industries polluantes ; ne pas accroître les vulnérabilités et inégalités, en veillant à une répartition progressive des efforts selon les revenus, patrimoines et profits ; et assurer la participation démocratique, en impliquant toutes les parties prenantes et en reconnaissant la légitimité des institutions politiques.

La transition juste passe aussi par la participation démocratique, en impliquant toutes les parties prenantes et en reconnaissant la légitimité des institutions politiques.

Il évoque les travaux de l'ADEME sur la fiscalité carbone, rappelant que dès 2009, l'agence préconisait la redistribution intégrale des recettes de la taxe carbone pour éviter qu'elle ne pèse davantage sur les plus vulnérables, mais que cette recommandation n'a pas été suivie, la trajectoire croissante de la taxe carbone ayant été stoppée fin 2018. Il présente deux exemples concrets : l'introduction dans le Fonds Chaleur d'un indicateur du nombre de logements sociaux raccordés chaque année à un réseau de chaleur renouvelable (depuis 2025), et le dispositif de leasing social pour véhicules électriques (limité à 50 000 véhicules par an, saturé en trois à quatre mois), qu'il reconnaît comme une réponse individuelle nécessitant d'être complétée par des solutions collectives — transports en commun, transport à la demande.



Table ronde 2 — « (Ré)agir »

Une fois le cadre d'analyse général de ces journées posé, la table ronde « (Ré)agir » s'attache à rendre visible la diversité des initiatives qui œuvrent aujourd'hui sur le terrain, pour donner sens et forme à la justice environnementale. Si l'agir est ici mis à l'honneur, il s'agit également d'évoquer le contexte de plus en plus contraint au cœur duquel se déploie l'engagement, et de penser la capacité des citoyens à s'organiser stratégiquement pour faire avancer leur cause.

Pour aborder ces questions, la table ronde offre la parole à plusieurs acteurs impliqués dans le secteur du travail social et de la formation, notamment sur le territoire de Seine-Saint-Denis. Elle est l'occasion d'évoquer les opportunités et les défis auxquels se confrontent celles et ceux qui s'efforcent de traiter conjointement les questions d'ordre environnemental et social.

La construction de partenariats solides entre structures sociales et associations écologiques ressort comme un élément clé des discussions, permettant aux professionnels du social de proposer des solutions concrètes aux personnes accompagnées. De même, la formation des travailleurs sociaux aux enjeux écologiques constitue un thème majeur abordé par la table ronde, avec des initiatives innovantes pour intégrer ces questions dans les cursus initiaux. La place des acteurs publics dans le lancement et le soutien des actions de transition socio-écologique est également explorée. Enfin, la table ronde est l'occasion de prendre de la hauteur pour appréhender, grâce aux travaux de recherche en sciences sociales, la difficile réception de l'écologie dans le champ du social.

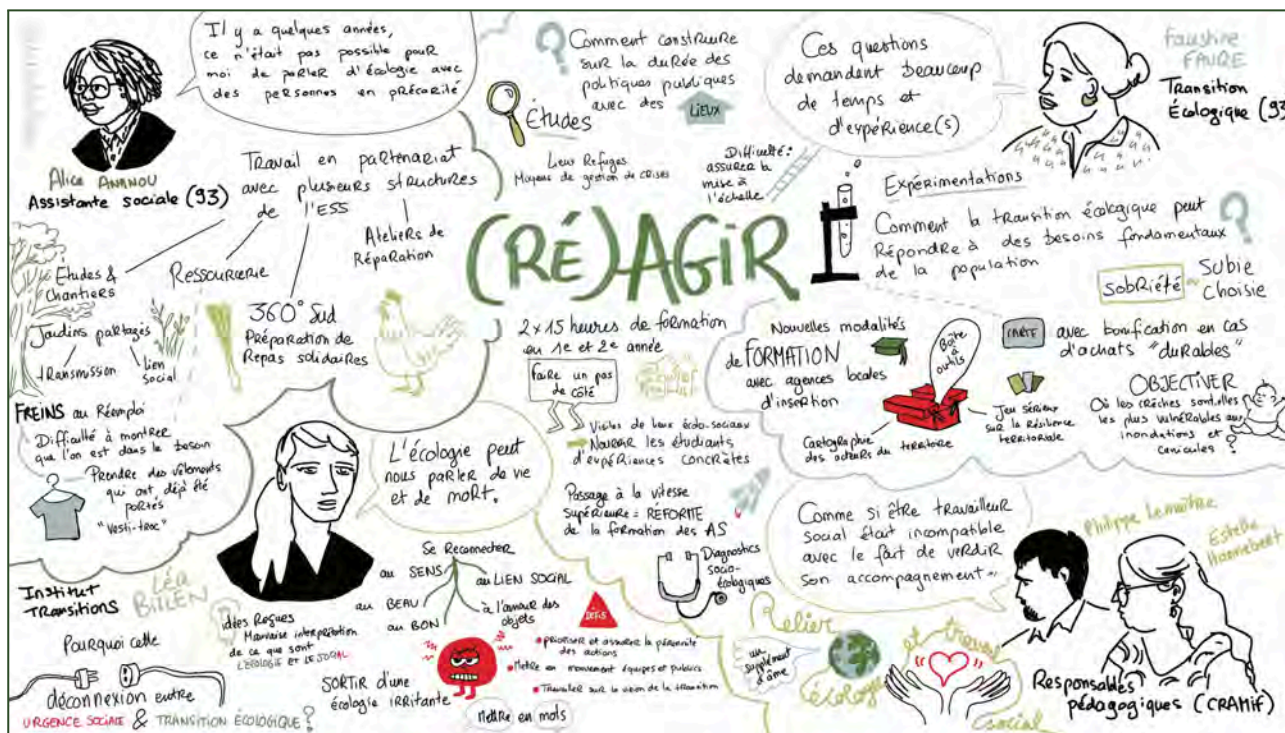


Figure 2 — « (Ré)agir »

Planche de facilitation graphique © Anaïs Bon, CENTAURÉE — reproduite avec l'autorisation de l'autrice.

Alice Ananou

Assistante de service social, équipe PEPS, Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis

Alice Ananou présente les partenariats qu'elle développe avec des structures locales pour accompagner des familles en situation de précarité. Elle évoque notamment la Ressourcerie, qui permet aux familles de bénéficier de dons ponctuels en denrées diverses. Elle souligne que ce type de partenariat constitue un « luxe » professionnel qui facilite grandement son travail et la situation des familles accompagnées.

« Le partenariat avec des associations locales de réemploi et de solidarité, c'est un luxe ! »

Elle décrit également son partenariat avec l'association Études et Chantiers, située à Clichy-sous-Bois, qui travaille autour des questions écologiques en créant des emplois pour des personnes en situation de précarité et en sensibilisant le grand public au développement durable. L'association dispose de deux salles dans un centre commercial et d'un espace dans le parc de la Fosse aux Ours, où elle propose des jardins partagés. Un espace est mis à disposition des familles de PEPS pour des plantations collectives. Alice Ananou insiste sur la dimension sociale et culturelle de ces moments : les familles, souvent issues de l'immigration et originaires de villages, peuvent y montrer leurs compétences agricoles à leurs enfants. Des plants sont vendus à 1 ou 2 euros, permettant aux familles de faire des plantations chez elles.

Elle présente ensuite l'association 360 degrés Sud, également à Clichy, installée dans un parc avec un chapiteau, des poules et des étangs. Les familles peuvent participer le mercredi midi à un repas solidaire préparé à partir de dons de commerçants du marché. Une grande armoire est mise à disposition devant l'espace pour que les familles puissent récupérer gratuitement des fruits et légumes, récoltés le mardi en fin de journée lors des fins de marché.

Alice Ananou aborde ensuite la question du réemploi, qu'elle décrit comme un sujet complexe pour les familles accompagnées. Elle observe des freins liés à la stigmatisation et à la difficulté d'accepter des objets de seconde main. Elle raconte comment, à partir de demandes de vêtements pour nouveau-nés, l'équipe a progressivement mis en place des journées de vestiaire, puis un « vesti-troc » permettant aux familles d'échanger des vêtements. Elle note que les vêtements pour bébés partaient facilement, mais que ceux pour adultes et adolescents restaient. Le format du vesti-troc a mieux fonctionné, et le vestiaire laissé ouvert une semaine a permis aux familles de venir seules, sans regard extérieur, et de repartir avec jusqu'à deux sacs de vêtements. Alice Ananou envisage d'intégrer davantage de moments de tri collectif pour sensibiliser à la qualité et à la provenance des vêtements.

Faustine Faure

Directrice adjointe à la transition écologique et à la résilience, Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis

Faustine Faure présente le contexte territorial et les actions que mène sa délégation. Le département compte 39 communes, 4 établissements publics territoriaux et près de 1,7 million d'habitants. Il est caractérisé par un cumul de vulnérabilités sociales et écologiques, un accès très limité aux espaces verts et de fraîcheur, et une histoire marquée par le maraîchage, l'industrialisation et la tertiarisation.

Sa délégation, composée d'une dizaine de personnes rattachées à la direction générale, travaille selon trois modalités principales. La première est la réalisation d'études, notamment avec l'APUR (Atelier parisien d'urbanisme), sur le rôle des lieux associatifs dans le maintien du lien social en période de crise, et une étude quantitative appelée « Capital social » sur les liens entre habitants. Ces études visent à objectiver la cohabitation entre travail social et transition écologique sur le territoire.

Expérimenter de nouvelles pratiques à l'échelle du département

La deuxième modalité est l'expérimentation. Faustine Faure présente notamment le dispositif Vitalim, mené pendant six mois dans quatre communes (Clichy-sous-Bois, Sevran, Villetaneuse et Montreuil) avec Action contre la faim. Ce dispositif distribue des cartes — et non des chèques, pour éviter la stigmatisation — permettant aux bénéficiaires d'acheter des aliments dans n'importe quel commerce, avec une bonification pour les achats durables (bio ou frais).

Des ateliers d'accompagnement associatif sont organisés en parallèle. Un an après la fin de l'expérimentation, la majorité des participants sont restés engagés dans ces pratiques. Le dispositif doit être renouvelé en ciblant les familles monoparentales et les femmes enceintes.

La troisième modalité est la formation. Faustine Faure évoque un projet appelé « Transition et insertion », porté par la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) et le Campus de la Transition, qui vise à expérimenter de nouvelles modalités de formation dans deux agences locales d'insertion. Une boîte à outils a été créée, incluant un catalogue d'acteurs du territoire sur les thématiques de la mobilité, l'alimentation et le réemploi. Une formation « Travail social et transition écologique » a également été conçue avec l'INSET (Institut national spécialisé d'études territoriales) d'Angers et le CNFPT (Centre national de la fonction publique territoriale). Elle a été animée pour la première fois dans plusieurs départements.

Faustine Faure présente enfin le chantier des « lieux refuges » en Seine-Saint-Denis, inspiré d'une visite à Barcelone où 300 lieux ont été labellisés refuges. L'objectif est de mailler le territoire de lieux frais et d'entraide, accessibles en période de crise, notamment pour les personnes isolées. Ce chantier doit démarrer en septembre 2026, en associant partenaires institutionnels et associations.

Estelle Hannebert et Philippe Le Maître

Responsables pédagogiques, interventions en formation initiale et continue, École de service social, Cramif

Les deux responsables pédagogiques présentent leur démarche d'intégration de l'écologie dans la formation initiale des assistants de service social. Partis d'un intérêt personnel pour le sujet, ils ont organisé une journée d'études le 13 décembre 2023 sur le lien entre écologie et travail social.

L'École de service social de la Cramif a ensuite développé un programme de 15 heures en première année, puis 15 heures en deuxième année (soit 30 heures au total), incluant des visites de lieux éco-sociaux (Vrac Paris, Carton plein, Ferme du Rail, Emmaüs Défi, etc.), des exposés, et l'utilisation de la Fresque du climat. Les responsables pédagogiques observent que les étudiants perçoivent encore l'écologie comme un « supplément d'âme » et non comme une dimension centrale du travail social.

« Les étudiants perçoivent encore l'écologie comme un "supplément d'âme". »

Dans le cadre de la réforme des diplômes de travail social (niveau 6), une unité d'enseignement dédiée à la transition écologique est désormais inscrite au programme. Le nouveau dispositif prévoit 84 heures de cours sur les enjeux écologiques, soit 25 heures complémentaires, donc environ 100 heures théoriques, auxquelles s'ajoutent 180 heures — l'équivalent de cinq semaines — de stage collectif de diagnostic socio-écologique dans une dizaine de sites qualifiants (CCAS, conseils départementaux, Cramif, etc.). Une formation continue pour des assistantes sociales en exercice est également en développement pour 2026.

Dans la lignée de penseurs qui les ont inspirés (comme Baptiste Morizot ou Catherine Larrère), Estelle Hannebert et Philippe Le Maître soulignent qu'ils envisagent l'écologie comme un fil rouge de la formation, une vision systémique qui doit traverser tous les champs disciplinaires : « on ne devrait pas pouvoir passer à côté ! ».

Léa Billen

Géographe, cofondatrice de l'Institut des transitions

Léa Billen présente ses travaux de recherche et ses activités de formation. Sa thèse (2016-2023) portait sur les pratiques d'écologie ordinaire dans des quartiers populaires dans trois villes françaises avec une entrée par les initiatives citoyennes écologistes.

L'Institut des transitions qu'elle a cofondé et au sein duquel elle exerce aujourd'hui propose trois programmes : « Nouvelles voies » (formation d'un an pour les personnes en reconversion vers la transition écologique et solidaire), « Boîte à outils » (formations courtes de deux à cinq jours sur des compétences associatives), et « Transition de terrain » (formation pour des salariés de structures d'action sociale, d'éducation populaire, MJC, centres sociaux, etc.).

Expliquer la déconnexion entre urgence sociale et transition écologique

Prenant appui sur son expérience associative et ses recherches doctorales, Léa Billen identifie deux idées reçues qui expliquent la déconnexion à l'œuvre aujourd'hui entre le champ de l'urgence sociale et celui de la transition écologique. La première est que l'écologie se désintéresserait de la question sociale, une idée reçue que Léa Billen relie à l'histoire du mouvement écologique en France. La chercheuse évoque ainsi tour à tour une écologie du XIXe siècle portée par une élite scientifique, puis une écologie des années 1970 associée au post-matérialisme et aux classes moyennes, occultant une histoire matérialiste de l'écologie liée aux luttes pour la subsistance. La deuxième idée reçue est que l'écologie ne serait pas la priorité des personnes pauvres. Cette idée se fonde notamment sur la théorie de la pyramide de Maslow, que la sociologie contemporaine a largement nuancée. Léa Billen souligne que des préoccupations écologiques existent bel et bien chez les personnes précaires, mais ne sont pas toujours exprimées comme telles.

TABLE RONDE « (RÉ)AGIR » et ses ateliers



Léa Eynaud



Léa Billen,
Géographe,
chercheuse, Institut
des transitions

Alice Ananou,
Assistante de service
social, Conseil
départemental du 93



Faustine Faure,
Directrice adjointe à la
transition écologique et à
la résilience, CD 93

**Philippe Lemaître et
Estelle Hannebert,**
Responsables
pédagogiques, Ecole de
service social, Cramif



Sophie Aouizerate

Anaïs Bon,
Facilitatrice
graphique,
CENTAURÉE

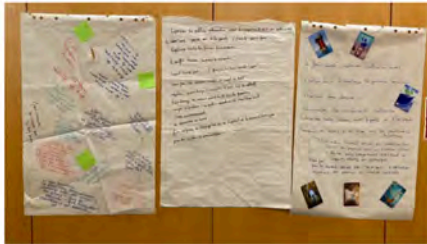


Table ronde 3 — « Savoir »

Après les pratiques de terrain explorées la veille, la deuxième journée s'ouvre sur la question des savoirs pluriels. La table ronde « Savoir » part d'un postulat : la connaissance ne naît pas seulement dans les laboratoires, elle se construit dans de multiples dimensions de la vie humaine. Aux savoirs académiques s'ajoutent ainsi des savoirs professionnels, institutionnels et expérientiels, notamment ceux des habitants et des personnes en situation de précarité ou de pauvreté.

Pour aborder ces questions, la table ronde donne la parole à quatre intervenantes et intervenants venus du monde associatif, de la recherche, de l'action publique et de la philosophie. À partir de projets, de démarches de recherche-action et d'écrits, elle est l'occasion d'interroger ce qui favorise — ou freine — la reconnaissance de ces savoirs : qui est légitime pour produire de la connaissance ? Comment celle-ci circule-t-elle entre les quartiers, les associations, les laboratoires et les institutions ? C'est ce croisement des regards, plus qu'une simple juxtaposition des points de vue, qui fait la richesse des échanges.



Figure 3 — « Savoir »

Planche de facilitation graphique © Anaïs Bon, CENTAURÉE — reproduite avec l'autorisation de l'autrice.

Florence Drouet

Chargée de projet, Campus de la Transition

Florence Drouet présente son parcours d'ingénieure en optique reconvertie après une prise de conscience écologique lors d'une colocation fondée par des militants écologistes au moment de la COP21. Elle décrit le Campus de la Transition, association fondée en 2017 dans un ancien domaine du XVIII^e siècle à Forges (Seine-et-Marne), dans un village de 450 habitants, qui a pour mission de former les futurs décideurs aux enjeux de transition.

L'importance du soin en parallèle de la sobriété

Elle détaille le projet « Opération Sibérie », rebaptisé « Opération Chaleureuse » puis « Chaleureusement vôtre » : une expérimentation collective sur la sobriété thermique dans le château non isolé du campus. Dès la première année, les consommations d'énergie ont été réduites de 25 % tout en améliorant le confort.

Elle insiste sur l'importance du soin en parallèle de la sobriété, et sur la nécessité de laisser des espaces d'expression individuelle, en mentionnant le projet de recherche belge « Slow Heat », arrivé aux mêmes conclusions. En 2025, un partenariat avec l'association Voisin Malin, implantée dans 19 villes en France et financée par la Fondation des solidarités urbaines, expérimente ces démarches dans des quartiers populaires d'Évry (91), en impliquant habitants et bailleurs sociaux. Florence Drouet souligne la richesse mais aussi la difficulté du croisement entre savoirs académiques et savoirs de terrain.

La singularité de cette démarche tient à sa méthode : l'association Voisin Malin salarie des habitantes et habitants issus des quartiers eux-mêmes, qui vont à la rencontre de leurs voisins et deviennent ainsi des actrices et acteurs à part entière de la recherche. Le confort thermique n'y est pas abordé sous le seul angle technique des consommations d'énergie, mais à partir de l'expérience vécue du froid, des usages du logement et des solutions que les ménages mettent déjà en œuvre au quotidien.

L'expérience du Campus de la Transition montre ainsi que la sobriété ne se décrète pas : elle se construit collectivement, en prenant soin des personnes, en tenant compte des ressentis de chacun et en valorisant les savoir-faire existants. Transposée dans les quartiers populaires d'Évry, cette approche invite à considérer les habitantes et habitants non comme des publics à sensibiliser, mais comme des détenteurs de connaissances sur leur logement et leur quartier, dont le croisement avec les savoirs des chercheurs et des bailleurs sociaux permet d'imaginer des réponses plus justes à la précarité énergétique.

Elisabetta Bucolo

Sociologue, enseignante-chercheuse, Cnam / Lise-CNRS

Elisabetta Bucolo, sociologue et enseignante-chercheuse au Cnam, présente ses travaux menés pendant quatre ans avec ATD Quart Monde et l'association Parole d'ExcluEs à Montréal-Nord (Québec). Elle s'appuie sur le cadre théorique des injustices épistémiques de Miranda Fricker, distinguant l'injustice de témoignage — la parole des groupes stigmatisés n'est pas considérée comme crédible — et l'injustice d'interprétation — l'absence de concepts pour exprimer ce qu'on vit.

Des exemples pour lutter contre l'injustice d'interprétation et l'injustice de témoignage

Elle rend compte de deux dispositifs participatifs de croisement de savoirs autour des questions de transition écologique qui ont associé des personnes en situation de pauvreté, des professionnelles du social et des chercheurs. Ces espaces de débat et de confrontation alternent des temps en « groupes de pairs », en non-mixité, et des temps en plénière. L'objectif est de créer les conditions d'une véritable écoute et d'une réelle prise de parole des personnes en situation de pauvreté, dont la parole publique autour des enjeux écologiques est invisibilisée. Ces dispositifs s'appuient sur des démarches rigoureuses et, bien qu'ils se déroulent dans des lieux différents, présentent des points communs en termes d'émancipation et de conscientisation. Ils contribuent ainsi à lutter contre les injustices environnementales, notamment en favorisant la participation active des publics vulnérables et concernés par la crise climatique.

Elle décrit trois phases observées dans ces processus participatifs : la déconstruction des représentations dominantes et l'affirmation des savoirs des marges, notamment via la resémantisation par les participants et participantes des mots, tel le mot "écologie" qui produit une mise à distance car considéré comme un mot d'experts et peu approprié par les personnes concernées ; l'objectivation des compétences et des savoirs, avec l'émergence d'une écologie familière, relationnelle et incarnée — débrouillardise, réemploi, partage, sensations corporelles ; et la conscientisation et la prise de parole publique, notamment lors de croisements de savoirs avec l'ADEME et des ingénieurs de l'INSA à Lyon. Elle souligne les stéréotypes persistants qui invisibilisent les savoirs écologiques des personnes précaires, et l'importance des corps intermédiaires associatifs pour que cette parole trouve sa place dans les débats publics.

Ces travaux s'inscrivent dans le prolongement d'une longue tradition de recherche participative, notamment celle du Croisement des savoirs et des pratiques, initiée par ATD Quart Monde dans les années 1990, qui vise la pleine participation des personnes ayant l'expérience de la pauvreté à la production de connaissances. La question posée est simple à formuler, mais exigeante : comment reconnaître les savoirs écologiques des personnes en situation de pauvreté ?

Une logique de reconnaissance, et non de réduction

Les personnes qui vivent avec le moins de ressources développent souvent des formes de sobriété contrainte, d'ingéniosité matérielle et de lecture fine des environnements dégradés, qui constituent de véritables savoirs écologiques — méconnus, dévalorisés, invisibilisés. Reconnaître ces savoirs ne revient pas à faire l'éloge de la privation : il s'agit de mettre fin à des injustices épistémiques qui

redoublent les injustices sociales et environnementales, et de faire de ces personnes des interlocutrices et interlocuteurs légitimes dans la définition des politiques de transition.

Alex Roy

Responsable adjoint, département Accompagnement des transitions territoriales, DREAL Bourgogne-Franche-Comté

Alex Roy présente le projet PREFIG (Précarité, Écologie, Futur, Imagination, Organisation, Savoir), une recherche-action menée de 2023 à 2025 avec la Maison des sciences de l'homme de Dijon, financée par l'ADEME.

Le projet a impliqué quatre collectifs citoyens en mixité sociale — pour moitié des personnes en situation de précarité, pour moitié des bénévoles, élus ou agents — sur des thématiques choisies par eux-mêmes, dans quatre territoires : le bien-vivre dans un quartier populaire à Belfort, la relation au vivant et la biodiversité à Autun, le covoiturage en milieu rural à Prémery, et la sécurité sociale de l'alimentation à Tournus.

Partir des sujets des personnes

Cent quatre-vingts personnes se sont inscrites au parcours de formation-action en Bourgogne-Franche-Comté, dont 70 % issues de collectivités territoriales. Une grille de lecture sociale de la COP régionale a été produite avec les outils d'évaluation d'ATD Quart Monde. Alex Roy insiste sur l'importance de l'intermédiation associative, du temps long, du décroisement entre action sociale et action écologique, et de la place à laisser à l'inconfort dans les débats.

Mélanie Carrère

Philosophe praticienne, action sociale et environnement

Mélanie Carrère, anciennement assistante de service social, présente une réflexion sur la transformation des métiers du social face aux défis écologiques, à partir de trois portes d'entrée : le terrain — l'accompagnement de personnes dans des logements exposés à des risques environnementaux sans en avoir toujours le vocabulaire —, la philosophie — éthique du care, politiques de la vulnérabilité, éthiques environnementales — et la formation des professionnels.

Évolution des métiers du travail social

Elle identifie plusieurs contraintes : le paradigme disciplinaire normatif du travail social, le lien encore trop confidentiel entre travail social et recherche, et le manque de temps et de moyens pour déployer des outils collectifs — actions collectives, diagnostics territoriaux, recherche-action. Elle propose le concept de « communauté nodale », non repliée sur elle-même mais en relation permanente avec d'autres communautés, et celui de « communauté apprenante », où les savoirs d'expérience des travailleurs sociaux et des personnes accompagnées pourraient converser avec les savoirs experts. Elle cite le travail social vert de Lena Dominelli (2012) et les comités locaux du travail social créés par le Haut Conseil du travail social en 2019, en soulignant que le diplôme d'État d'ingénierie sociale reste le seul diplôme du travail social reliant structurellement travail social et recherche — mais qu'il demeure trop marginal.

Mélanie Carrère a codirigé un numéro de la revue *Vie sociale* consacré au travail social vert. Son intervention, qui clôt la table ronde, ouvre ainsi une perspective plus large : celle d'une réflexion collective sur la transformation des métiers du social à l'aune des défis écologiques, et sur la manière dont le travail social produit — ou refait — du savoir.

Dans cette perspective, les travailleuses et travailleurs sociaux ne sont pas seulement des relais de politiques environnementales conçues ailleurs : au plus près des situations vécues — logements dégradés, précarité énergétique, exposition aux pollutions, effets des vagues de chaleur —, ils recueillent des savoirs d'expérience qui pourraient nourrir les diagnostics territoriaux et la recherche, à condition de disposer du temps, de la reconnaissance institutionnelle et des espaces de formalisation nécessaires. Le développement de démarches de recherche-action et de communautés apprenantes associant professionnels, personnes accompagnées et chercheurs apparaît alors comme une piste pour faire émerger un travail social vert « à la française ».

Table ronde 4 — « Transformer »

Cette table ronde aborde, quant à elle, la question de la transition systémique et, par conséquent, de l'impact des projets. Dans quelle mesure les initiatives de justice environnementale participent-elles d'une transformation plus large, à l'échelle des territoires ? Et comment en mesurer les impacts ?

Les intervenantes présentent plusieurs éléments de réponse tels que le passage à l'échelle des initiatives locales, leur capacité à impulser des changements sur le plan des représentations et des pratiques, les activités et modalités d'accompagnement qui favorisent cette transformation mais aussi le travail de formation, ressort essentiel de la transition dans le champ des métiers.

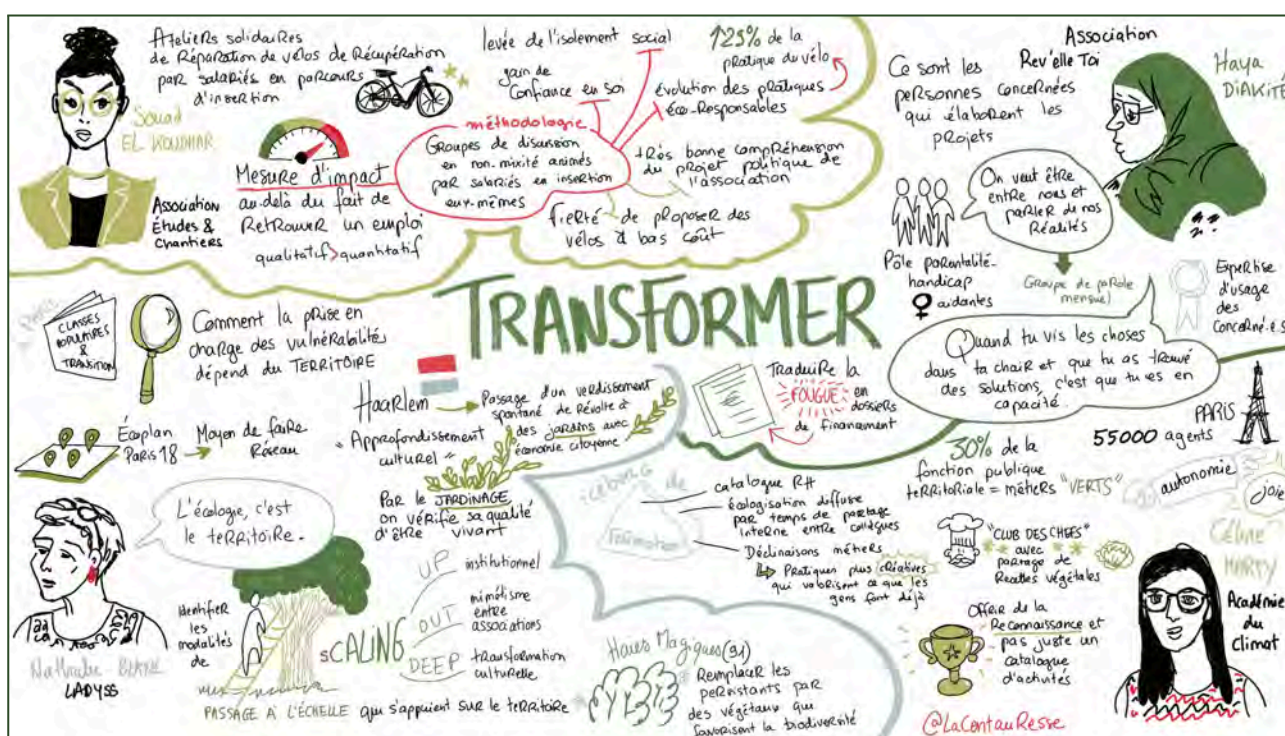


Figure 4 — « Transformer »

Planche de facilitation graphique © Anaïs Bon, CENTAURÉE — reproduite avec l'autorisation de l'autrice.

L'enregistrement audio de cette séquence n'a été que partiel, et n'a pas permis d'établir une transcription complète. Cette restitution s'appuie donc sur les échanges préparatoires conduits avec chacune des intervenantes avant les Rencontres, recoupés avec la prise de note du comité d'organisation.

Nathalie Blanc

Directrice de recherche au CNRS, directrice du Centre des politiques de la Terre, LADYSS

Nathalie Blanc présente ses travaux menés avec une cinquantaine d'associations franciliennes engagées dans des démarches de transition. Elle interroge la manière dont ces associations sont évaluées et associées aux politiques publiques, en soulignant que le nombre d'événements organisés ne suffit pas à mesurer un impact. Elle décrit une tension propre au monde associatif : partir d'un sujet particulier pour en faire un enjeu global, sans froisser les financeurs dont les structures restent dépendantes.

Comment passer à l'échelle ?

Sur le passage à l'échelle, elle prend l'exemple de la renaturation des cours d'école à Paris, généralisée aux 650 établissements de la ville après une première phase pilote sur une dizaine d'écoles. Elle distingue deux modalités : une imprégnation culturelle diffuse au sein d'un quartier — un processus soutenu par la mairie mais qui prend du temps, et dont la végétalisation peut, en retour, favoriser la gentrification et transformer le rôle de l'association exécutante en simple prestataire — et un mimétisme institutionnel entre collectivités, illustré par une cartographie du 18^e arrondissement ensuite reprise par d'autres mairies.

Elle relève enfin que le personnel des écoles qui souhaite créer un potager n'ose pas toujours par crainte de perdre la paternité de son initiative, d'où l'importance de partir de là où sont les acteurs. Elle observe pour finir que l'écologie ne se vit pas de la même façon selon les quartiers : dans les quartiers aisés, elle se transmet par l'école et l'entreprise, tandis qu'en quartier populaire, elle prend souvent la forme d'une injonction à compenser ou à être éduqué — et souligne que les classes aisées ont, elles aussi, besoin de s'émanciper sur ces questions.

Céline Marty

Chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche, Académie du climat, Ville de Paris

Céline Marty présente son parcours de chercheuse en écologie politique. Elle accompagne et forme maintenant des étudiants, enseignants et agents municipaux. L'écologisation des métiers à la Ville de Paris s'inscrit dans une dynamique plus large de transformation de la fonction publique territoriale, qui compte près de deux millions d'agents. Environ 30 % des métiers sont aujourd'hui verts ou verdissants, mais cette évolution reste souvent discrète. Elle ne crée pas de nouveaux postes : elle transforme surtout des métiers existants, comme dans la restauration collective où la suppression du plastique ou l'introduction de recettes végétariennes modifient les pratiques quotidiennes. Céline Marty montre que la transition se lit davantage dans les gestes professionnels que dans les dispositifs institutionnels.

Formation par les pairs

De nombreuses pratiques écologiques existent déjà, parfois sans être identifiées comme telles. L'enjeu est de cartographier ces pratiques, de rendre visibles les savoirs situés et de valoriser les marges de manœuvre des agents. Les métiers du social jouent un rôle essentiel, car ils accompagnent les publics les plus vulnérables et contribuent à l'atténuation, à l'adaptation et à la résilience face aux effets du changement climatique.

Pour soutenir cette transformation, la Ville de Paris mise sur une formation interne par les pairs. Former un jardinier pour qu'il forme d'autres jardiniers, créer des référents internes et éviter les injonctions descendantes permet d'ancrer la transition dans les pratiques réelles. Même sans indicateurs chiffrés, cette pédagogie de l'exemple fait évoluer les métiers et favorise des projets transversaux, comme le partage de recettes végétariennes entre services.

La transition écologique se heurte toutefois à une crise des temporalités. L'urgence politique coexiste avec la nécessité de construire collectivement, de respecter les rythmes naturels et de transformer les habitudes professionnelles. Beaucoup d'agents expriment un besoin d'accompagnement pour savoir comment intégrer l'écologie dans leur métier. Rendre visibles les initiatives, reconnaître les savoirs existants et renforcer la formation interne sont donc des leviers essentiels pour faire progresser l'écologisation des métiers.

Souad El Koudhar

Chargée de mesure d'impact, association Études et Chantiers

Souad El Koudhar présente une étude conduite au sein de Solicycle, chantier d'insertion par les métiers du vélo, réparation et réemploi. Elle insiste sur la nécessité de mesurer l'impact d'un tel dispositif au-delà du seul retour à l'emploi, en prenant aussi en compte des effets plus qualitatifs : confiance en soi, levée de l'isolement social, appropriation des enjeux écologiques. Les personnes perçoivent le projet politique de l'association sans pour autant reprendre le vocabulaire écologique mis en avant par celle-ci.

Le but n'est pas uniquement le retour à l'emploi

Sur le plan méthodologique, l'étude s'appuie sur des groupes de discussion en non-mixité métier, animés par les salariés en insertion eux-mêmes plutôt que par des intervenants extérieurs. Elle indique qu'une majorité d'entre eux déclarent avoir fait évoluer leurs pratiques vers des comportements plus éco-responsables, notamment par la pratique du vélo, et souligne la fierté des personnes de proposer des vélos à bas coût accessibles au plus grand nombre. Enfin, les salariés expriment un lien clair entre leur activité et le fait de protéger la planète pour les générations futures.

Haya Diakité

Présidente, association Rev'elle Toi

Haya Diakité présente le travail mené auprès de groupes de femmes de quartiers populaires, invitées à partir de leurs propres problématiques à élaborer des propositions d'actions de politiques publiques. Elle détaille quatre projets portés par ces groupes : la santé mentale au sein des familles, le handicap des enfants, le décrochage scolaire, et la présence d'un référent dédié à la précarité menstruelle dans les établissements scolaires.

Ce sont les personnes concernées elles-mêmes qui élaborent les projets qui les concernent.

Les participantes suivent un parcours structuré en plusieurs modules : connaissance de soi, connaissance des institutions et des politiques publiques, puis prise de parole en public, afin de rendre visibles et audibles leurs propres stratégies.

« Quand tu vis des choses dans ta chair et que tu as trouvé des solutions, tu peux les partager ».

Le dispositif a accompagné 90 femmes dans cinq territoires, dont le quartier de la Grande Borne à Grigny (91). Haya Diakité insiste sur un principe de légitimité qui structure l'ensemble de la démarche : ce sont les personnes concernées elles-mêmes qui élaborent les projets qui les concernent, dans une logique d'émancipation plutôt que de prescription. Par ce cheminement, les sujets de transition ou d'environnement peuvent être abordés à partir des préoccupations et du quotidien des personnes elles-mêmes, avec leur vocabulaire, leurs constats et leurs perspectives de développement. Le professionnel qui va les accompagner se centre sur leurs capacités à conscientiser leur propre sujet et à en faire un levier d'action, et non sur leur éducation à des écogestes déjà construits.

TABLE RONDE « SAVOIR » et TABLE RONDE « TRANSFORMER »



CONCLUSION



Conclusion

La clôture des Rencontres estivales réunit Florian Laboulais (Le Labo ESS), Maryse Carmes (Cnam-Dicen-IDF) et Anaïs Bon (CENTAURÉE), animée par l'ensemble du comité d'organisation, pour une synthèse partagée des deux journées. Ce temps restitue à chaud le chemin parcouru depuis l'ouverture en reprenant le fil des quatre tables rondes qui ont structuré le parcours : comprendre les concepts et les débats publics de la justice environnementale, (ré)agir à partir des pratiques de terrain, savoir comment se construisent et circulent les connaissances, et transformer, en interrogeant le passage à l'échelle et l'impact des initiatives.

■ « *Ne pas évacuer le conflit. Une écologie qui relie.* »

Dans sa prise de parole conclusive, Florian Laboulais articule sa lecture des deux journées autour de deux fils conducteurs. Le premier invite à ne pas évacuer le conflit : la justice environnementale ne se construit pas dans un consensus de façade, mais suppose au contraire d'assumer les tensions entre intérêts, entre savoirs et entre échelles d'action, et de les mettre en discussion plutôt que de les taire. Le second porte sur une écologie qui relie : reliant les mondes académique, professionnel, associatif et expérientiel plutôt que les opposant, et reliant les échelles individuelle, collective et institutionnelle de la transition.

De son côté, Maryse Carmes insiste sur l'importance des contre-récits écologiques qui peuvent venir des personnes invisibilisées ; en ce sens, elle rappelle l'importance des recherches participatives qui permettent de faciliter la prise en compte des savoirs pluriels et la capacité d'une organisation (institution, association, collectivité...) à produire, structurer, rendre accessible et mobiliser des informations et des pratiques liées aux enjeux environnementaux, de manière à permettre aux individus (usagers, professionnels, publics) de comprendre, décider et agir.

En définitive, la circulation des connaissances entre chercheuses et chercheurs, institutions et actrices et acteurs de terrain, avec les tables rondes réunissant ces trois types de voix, permet de rééquilibrer les points de vue et nourrit un débat plus constructif que juxtaposé. L'alternance entre temps en plénière et ateliers en petits groupes se dégage comme l'un des ressorts les plus efficaces des Rencontres, de même que les moments plus informels, le déjeuner partagé, l'exposition de posters portée par plusieurs doctorantes, qui permettent une prise de parole libre.

Au terme de ces deux journées, les retours des participantes et participants, comme les échanges du comité d'organisation, convergent vers un même constat : les Rencontres ont contribué à l'amorce d'une nouvelle communauté d'acteurs et d'actrices, issus de mondes différents mais engagés sur les mêmes questions, qui souhaite trouver les moyens de poursuivre ce dialogue au-delà de cet événement. Ce livret, qui rassemble les traces écrites et dessinées de ces échanges, se veut une première contribution à cette continuité.

Exposition de posters de recherche

Sur le temps du déjeuner, une exposition de posters et de photographies valorisant plusieurs travaux de recherche en cours a été proposée.

Les participant·e·s des journées ont pu ainsi déambuler dans le salon d'honneur du Cnam et discuter spontanément et librement des différentes problématiques socio-écologiques abordées dans ces recherches.

Anne-Pauline DE CLERC, Cnam, Lise/CNRS, Poster. *Pour une sociologie des institutions de l'économie du partage : une comparaison France/États-Unis*

Héloïse LOUISET, Université Paris Cité, LADYSS, Poster. *Les initiatives collectives en quartiers prioritaires de la politique de la Ville pour la transition socio-écologique à Paris*

Mélissa POULAIN, Cnam Paris, laboratoire Dicen-IdF, Faire science en société : les conditions socio-techniques des sciences participatives en santé environnementale. La conception d'un tiers-espace hospitalo-territorial. Poster : *Projet de recherche ECOHR-SE - Préfiguration et expérimentation d'un Espace Collaboratif Ouvert Hospitalo-territorial de Recherche en Santé Environnementale*. Affiche : *La Traversée des reflets illustre, et transcrit pour partie, le diagnostic territorial conduit sur le terrain*. Chaque prise est une traversée, un angle de vue « au travers de » ou un reflet. Cette métaphore vise à incarner l'exposome comme un acteur agissant, qui nous traverse et se reflète dans nos environnements.

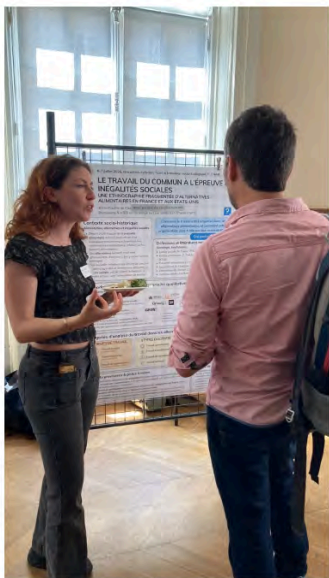
Magalie SAUSSEY, Cnam, Lise/CNRS, Roman-photo ethnographique. *L'écologie en société validiste : roman-photo ethnographique d'une balade en ville*



Melissa POULAIN, Doctorante, Cnam, DICEN IdF



Magalie SAUSSEY



Anne Pauline DE CLERC,
Doctorante
Cnam, Lise/CNRS



Héloïse LOUISET, Doctorante,
Université Paris Cité, LADYSS

**EXPOSITION DE
POSTERS ET DE
PHOTOGRAPHIES**

Intervenantes et intervenants

Pendant les tables rondes

- **Manisha Anantharaman**, maîtresse de conférences, HDR, Sciences Po, Paris, CSO
- **Alice Ananou**, assistante de service social, Conseil départemental du 93
- **Léa Billen**, géographe, chercheuse, Institut des transitions
- **Nathalie Blanc**, directrice de recherche au CNRS, directrice du Centre des politiques de la Terre, LADYSS
- **Elisabetta Bucolo**, sociologue, enseignante-chercheuse, Cnam, Lise/CNRS
- **Mélanie Carrère**, philosophe praticienne
- **Haya Diakitè**, présidente, Association Rev'elle Toi
- **Florence Drouet**, chargée de projet, Campus de la Transition
- **Souad El Koudhar**, chargée de mesure d'impact, Association Études et Chantiers
- **Faustine Faure**, directrice adjointe à la transition écologique et à la résilience, CD 93
- **Estelle Hannebert** et **Philippe Le Maître**, responsables pédagogiques, École de service social, Cramif
- **Patrick Jolivet**, responsable Transition juste, ADEME
- **Céline Marty**, chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche, Académie du climat, Ville de Paris
- **Alex Roy**, responsable adjoint du département « Accompagnement des transitions territoriales », DREAL Bourgogne-Franche-Comté

Synthèse, introduction et clôture

- **Anaïs Bon**, facilitatrice graphique, CENTAURÉE
- **Maryse Carmes**, enseignante-chercheuse, Cnam-Dicen-IDF
- **Florian Laboulais**, responsable des projets, Le Labo ESS
- **Frédéric Rey**, directeur du Lise/CNRS

Exposition de posters et de photographies

- **Anne-Pauline De Clerc**, doctorante, Cnam, Lise/CNRS
- **Héloïse Louiset**, doctorante, université Paris Cité, LADYSS
- **Anaïs Martin**, doctorante, université Paris Nanterre, IRTS Parmentier
- **Mélissa Poulain**, doctorante, Cnam, Dicen-IdF
- **Magalie Saussey**, socio-anthropologue, post-doctorante, Cnam, Lise/CNRS

Documents ressources

Bibliographie et ressources citées

- Anantharaman, M. (2024). *Recycling Class: The Contradictions of Inclusion in Urban Sustainability*. Cambridge (MA) : MIT Press.
- Commission for Racial Justice, United Church of Christ. (1987). *Toxic Wastes and Race in the United States*. New York.
- Campus de la Transition (collectif). (2020). *Manuel de la Grande Transition*. Paris : Les Liens qui libèrent. Ouvrage de référence cité à propos des expérimentations du Campus de la Transition.
- Grand-Georges, D. *L'écologisation du travail social*.
- Dominelli, L. (2012). *Green Social Work: From Environmental Crises to Environmental Justice*. Cambridge : Polity Press.
- Fricker, M. (2007). *Epistemic Injustice: Power and the Ethics of Knowing*. Oxford : Oxford University Press.
- ADEME. Travaux sur la transition juste et la fiscalité carbone ; appel à projets « Transition écologique, économique et sociale » (depuis 2016).
- CEREMA / DREAL Bourgogne-Franche-Comté. Grille de lecture sociale des COP régionales, produite à partir des outils d'évaluation d'ATD Quart Monde — projet PREFIG.
- La Fresque du Climat (association), utilisée dans le cadre de la formation « écologie et travail social » de l'École de service social de la Cramif.
- ADEME. Avis « Transition juste ». En ligne : <https://librairie.ademe.fr/3574-transition-juste>